



Paris, le 24 janvier 2014

## Communiqué

---

Une délégation de la commission, composée de la présidente Patricia Adam et de MM. Christophe Guilloteau et Jacques Moignard, s'est rendue du 15 au 19 décembre 2013 à N'Djamena, au Tchad.

Ce déplacement avait trois objectifs :

– poursuivre le travail de la mission d'information sur l'opération Serval au Mali, en allant porter aux autorités tchadiennes l'expression de la reconnaissance de la Représentation nationale pour l'engagement de leurs armées aux côtés des forces françaises, ce que les membres de la mission d'information avaient été empêchés de faire au printemps 2013 pour des raisons tant calendaires que logistiques ;

– aller au contact des militaires français déployés dans la région, à une période « charnière » marquée où ils sont de moins en moins sollicités par l'opération Serval au Mali et de plus en plus mobilisés pour l'opération Sangaris en République centrafricaine ;

– commencer, en aval de l'adoption de la loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et aux lendemains du sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique qui s'est tenu à Paris les 6 et 7 décembre 2013, un travail d'étude sur le rôle de la France dans la sécurité du continent, travail que la commission poursuivra en 2014 dans le cadre d'une mission d'information sur l'évolution du dispositif militaire français et sur le suivi des opérations extérieures en Afrique – mission qui a été créée par la commission lors de sa première réunion du 22 janvier 2014.

La délégation a ainsi pu s'entretenir du bilan des opérations maliennes ainsi que de l'actualité en République centrafricaine et dans l'ensemble de la région avec les plus hautes autorités politiques et militaires du Tchad : le président Idriss Déby Itno lui-même, ainsi que le Premier ministre, le ministre délégué à la défense, le chef d'état-major général des armées, et les parlementaires tchadiens.

Ces rencontres ont permis des échanges de vues approfondis sur l'ensemble de la situation sécuritaire dans la bande sahélo-saharienne et sur le rôle que la France doit y jouer, compte tenu de l'intérêt stratégique de la stabilité de cette zone pour sa sécurité et, plus largement, pour celle de l'Europe. Plus particulièrement, ces entretiens

ont permis de vérifier que les autorités politiques tchadiennes partagent les analyses françaises sur le processus de stabilisation du Mali, ainsi que sur la situation en République centrafricaine. Députés français et responsables tchadiens se sont accordés pour récuser fermement l'idée, assez caricaturale mais largement véhiculée par les médias, que la France interviendrait en République centrafricaine pour soutenir les Chrétiens contre les milices de l'ex-Séléka tandis que le Tchad y interviendrait pour soutenir les Musulmans contre les Chrétiens et les « anti-balakas » : au contraire, le président Déby a insisté sur la nécessité de désarmer toutes les milices, sur le grand danger que représente l'instrumentalisation confessionnelle du conflit, et sur l'intérêt d'une coopération plus étroite sur le terrain entre les Français, les Tchadiens et les autres Africains.



*Les membres de la délégation et M. Kalzeubé Pahimi Deubet, Premier ministre*

À l'Assemblée nationale du Tchad, les membres de la délégation ont été reçus et solennellement salués en séance plénière. Ils se sont également entretenus avec le président de l'Assemblée, les membres du Bureau et les présidents des commissions concernées par les questions de défense. Les parlementaires tchadiens se sont d'ailleurs dit très demandeurs d'échanges plus réguliers avec leurs homologues français.



*La présidente Patricia Adam et M. Haroun Kabadi, président de l'Assemblée nationale.*

La délégation a consacré une part importante de ses travaux à l'étude du dispositif militaire français au Tchad et à son articulation avec le reste du dispositif militaire français dans la région sahélo-saharienne. La position géographique du Tchad comme la qualité des infrastructures dont la France y dispose, font de N'Djamena un point d'appui stratégique pour notre politique de défense et de sécurité en Afrique. Si Épervier a encore le statut d'opération extérieure, il fonctionne en réalité comme un prépositionnement de première importance.

>> Tchad / Opération *Epervier* : 950 militaires



- N'DJAMENA**
- 1 état-major
  - 1 détachement de soutien
  - 1 bataillon
  - 4 *Puma*
  - 3 *Mirage 2000 RDI*
  - 2 *C-160 Transall*
  - 1 *CN-235 Casse*
  - 1 *C-135 FR*



*Les Éléments français au Tchad*